

**Sujet :** - Demande de remboursement CFE Chamonix

**De :**

**Pour :** 'Sie Sallanches <[sie.sallanches@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sie.sallanches@dgfip.finances.gouv.fr)>

**Copie à :**

**Date :** Vendredi 22 Mai 2020, 13:25

# Mauro Michelini

*Résidence Azur- 33 Bd Dubouchage*

*06000 Nice*

*Siret: 42150587600050*

*TVA: FR32421505876*

*Tél: 0033 (0) 4 93 76 83 16*

*Port: 0033 (0) 6 08 99 52 40*

*E-mail: [m.michelini@michelinimauro.fr](mailto:m.michelini@michelinimauro.fr)*

*Site internet: [www.michelinimauro.fr](http://www.michelinimauro.fr)*

**Lettre recommandée avec A/R**

Anticipée par mail aux adresses suivantes :

[sie.sallanches@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sie.sallanches@dgfip.finances.gouv.fr)

[m.michelini@michelinimauro.fr](mailto:m.michelini@michelinimauro.fr)

S.I.E. SALLANCHES

EQ. I 1259 Route du Rosay

CS 70136

74706 Sallanches Cedex

Nice, le 21/05/2020

Objet : Demande de remboursement de la CFE pour les années 2017, 2018 et 2019 (en pièces jointes).

Bonjour,

Je vous écris en tant qu'expert-comptable de Monsieur . Je suis dans l'obligation de vous informer que mon client demande le remboursement de la CFE (pour l'année 2017 pour un montant de € , pour l'année 2018 pour un montant de € et pour l'année 2019 pour un montant de €) appliquée à tort, car Monsieur est un non résident fiscal vis-à-vis de la législation française en matière et n'exerce aucune activité en France, ni de façon habituelle, ni à titre professionnel.

En effet, il peut être, à juste titre, considéré un loueur en meublé non professionnel (LMNP).

Je vous remercie à l'avance pour votre bienveillance et une réponse rapide à la présente.

Cordialement.

Mauro Michelini

**Sujet :** - Demande de remboursement CFE Chamonix  
**De :** 'SIE Sallanches <sie.sallanches@dgfip.finances.gouv.fr>  
**Pour :**  
**Copie à :**  
**Date :** Vendredi 22 Mai 2020, 13:25

bonjour

l habilitation connue dans nos services est celui de  
veuillez svp envoyé un mandat

**de plus :**

Articles 1447 et suivants du Code Général des Impôts. La cotisation foncière des entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent à titre habituel (de manière répétitive ,même non permanente ) une activité professionnelle non salariée (article 1447-I du code général des impôts). La CFE est due pour l'année entière par le redevable qui exerce son activité le 1<sup>er</sup> janvier. La location de locaux meublés constitue par nature une activité professionnelle passible de la CFE. La base d'imposition à la CFE est constituée de la valeur locative de l'ensemble des immobilisations corporelles dont a disposé le redevable pour les besoins de sa profession.

Toutefois sont expressément exonérés de cette taxe , et **SAUF délibération contraire de la commune ou de l'établissement publics de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre :**

les personnes qui louent (art 1459-3°-c du C.G.I ) en meublés ordinaires

**les personnes qui effectuent (art 1459-3° du C.G.I ; BOI 6 E-2-93) des locations en meublé de tout ou partie de leur habitation personnelle**

Le taux de la CFE est déterminé par délibération de la commune ou de l'EPCI sur le territoire duquel le redevable dispose de biens imposables.

La base d'imposition est réduite dans certains cas, et notamment :

- de 50 % pour les nouvelles entreprises, l'année suivant celle de la création ;

**Un personne propriétaire d un appartement en france et qui met en location son meublé est redevable de la CFE m^me si il est étranger**

SIE DE SALLANCHES

74700 SALLANCHES